

# Et pendant ce temps là...

## PSA :

Travailler plus pour gagner moins, telle est la proposition faite aux salariés de PSA Vesoul (2 000 salariés et 1 000 intérimaires). 7,8% d'augmentation du temps de travail et seulement 2,8% pour les salaires... Le tout en réduisant de 150 par an le nombre d'intérimaires jusqu'en 2020.

Pour répondre clairement à leur patron les salariés se sont mis en grève.

Nous vivons vraiment une époque formidable et moderne !

## Carrefour :

La direction annonce la fermeture de 227 magasins avec plusieurs milliers d'emplois supprimés à la clef. Conséquence ? L'action du groupe remonte en bourse et les économistes « agréés » par les médias vantent les qualités du PDG. Pour le reste, il y a pôle emploi.

Chacun à sa place et le libéralisme sera bien gardé !

## Universités :

« Toi je te revois sur le campus seul, t'es mort ! ». Ces propos, dignes des militants d'extrême droite, ont été tenus par... le président de l'université de Nice ! La scène ayant été filmée, la justice peut donc accomplir son devoir. C'est bien ce qu'elle vient de faire en inculquant... le jeune ainsi menacé... Pour rappel, la Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation vient elle-même de cette université.

## Décès :

le « plan Borloo » pour les banlieues est donc mort et même enterré. Pour résumer la position du président tout puissant, le gouvernement a déjà fait et il continuera à faire... Le tout sans budget et sans rien changer au bout du compte. Ah si tout de même, un « conseil présidentiel de la ville » avec des membres triés sur le volet, 30 000 offres de stages pour les élèves de 3<sup>ème</sup>, 1 300 agents de police en plus et un plan de lutte contre la drogue, tout en renforçant la lutte contre les discriminations grâce au développement du testing...

Éducation, culture, sport, service public, ..., tous ces gros mots ont été soigneusement évités.

Le nouveau monde disiez-vous ?

## CIA :

les USA qui ne jurent que par la liberté et le respect de la démocratie, viennent de valider Gina Haspel à la tête de la CIA. En dehors du fait que c'est la première femme à occuper cette fonction, elle est surtout connue pour son rôle dans les programmes de torture adoptés par cette agence après les attentats du 11 septembre. Dommage que Bigeard ne soit plus là, il aurait eu plaisir à travailler avec elle !

## LA LICENCE UNSS DEVRAIT AUGMENTER DE 10% À LA RENTRÉE PROCHAINE



Le budget 2018, 1er budget UNSS sous la présidence de J.M. Blanquer, marque- ra négativement les esprits !

L'UNSS, avec l'aval du MEN, proposera une augmentation de 10% du contrat licences à l'Assemblée Générale (AG) du 1<sup>er</sup> juin prochain.

Alors que certaines AS éprouvent déjà des difficultés financières, elles n'auront d'autres choix que de reporter l'augmentation sur le montant des adhésions ou de revoir à la baisse l'offre d'activités, notamment le nombre de rencontres inter-établissements.

Faire payer plus l'utilisateur, serait-ce la nouvelle idée « moderne » de l'UNSS ? Ce n'est certainement pas la conception du SNEP-FSU pour le service public du sport scolaire.

Seuls le SNEP-FSU et les élus des AS se sont opposés à cette proposition au Conseil d'Administration d'avril dernier.

L'UNSS, malgré notre demande d'abandon, semble vouloir persister. RDV sur notre site début juin après que l'AG ait rendu son avis définitif.

Nous ferons les comptes et l'état des votes !

## LE SNEP-FSU AUDITIONNÉ PAR LE CONSEIL ÉCONOMIQUE SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE\*)

Le 1<sup>er</sup> ministre a commandé un rapport au CESE sur le thème : « Favoriser l'accès du plus grand nombre à la pratique sportive ». Le SNEP-FSU a pu faire nombre de propositions au cours de l'heure et demie d'entretien. Celles-ci ont porté principalement sur l'augmentation des horaires EPS, le « recentrage » des programmes EPS sur les APSA, la création d'une UE « sport » dans l'enseignement supérieur, le renforcement du sport scolaire, la formation des cadres (enseignants d'EPS, profs de sport, BPJEPS, bénévoles, ...) et leurs missions, les subventions CNDS pour l'accompagnement des clubs et associations et, bien évidemment, sur le manque cruel d'équipements sportifs dont la conception et l'implantation doivent être révolutionnées et le financement assuré, principalement par un plan d'État.

Le rapport devrait paraître mi-juillet. Nous en ferons alors une analyse critique sur notre site et espérons que nos préconisations auront été entendues.

\* CESE : 3<sup>ème</sup> assemblée de la République après l'assemblée nationale et le sénat. Il conseille le gouvernement et le parlement sur l'élaboration des lois et les orientations des politiques publiques.

## MIGRANT ET MINEUR

La rétention des mineurs est une mesure régulièrement dénoncée. Et pourtant, la France a été condamnée à six reprises par la Cour européenne des droits de l'homme, depuis 2012, pour traitements inhumains et dégradants !

La cour rappelle : « Il convient de garder à l'esprit que la situation d'extrême vulnérabilité des enfants est déterminante et prédomine sur la qualité d'étranger en séjour illégal ». Le gouvernement se refuse pourtant à interdire la rétention des mineurs ; la durée maximale est ainsi passée de 45 à 90 jours, quel que soit l'âge.

Jacques Toubon, le Défenseur des droits, estime que « la place d'un enfant n'est pas dans un lieu d'enfermement ».

De fait, ce sont nos élèves qui se retrouvent victimes de ce système, car, rappelons-nous que tout jeune, qu'il soit avec ou sans papier, a droit à l'éducation, comme stipulée dans la convention internationale des droits de l'enfant. Le SNEP-FSU continuera donc d'agir avec les différents collectifs, nationaux ou locaux, pour le respect de leurs droits.

L'honneur de notre pays n'est pas dans la rétention mais dans l'accueil et l'éducation. C'est ce que certains ont su faire dans les périodes les plus noires de notre histoire. Ils en ont été reconnus comme justes...